

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Gert-Jan Stads, Ernest Konguere et Léa Vicky Magne Domgho

INDICATEURS CLÉS, 2009–2011

Dépenses totales consacrées à la R&D agricole publique	2009		2011
Francs CFA (en millions, prix constants de 2005)	512,5		724,7
Dollars PPA (en millions, prix constants de 2005)	1,9		2,7
Croissance globale		41%	
Effectif total des chercheurs agricoles (secteur public)			
Équivalents temps plein (ÉTP)	118,2		134,0
Croissance globale		13%	
Intensité de la recherche agricole			
Part des dépenses dans le PIB agricole	0,12%		0,16%
Chercheurs ÉTP par 100 000 agriculteurs	9,50		10,59

Note : La page 4 présente une liste des sigles, des définitions et un bref aperçu des organismes de R&D agricoles.

► Une flambée des investissements dans la R&D agricole pendant la période 2009–2011 succéda à une décennie marquée par une suspension prolongée de l'aide au développement. Dès la fin de 2012, un retour à l'instabilité politique entraîna une nouvelle chute des niveaux de financement.

► La part des dépenses de R&D agricole dans le PIB agricole (0,16% en 2011) de la RCA figure parmi les plus faibles de l'Afrique.

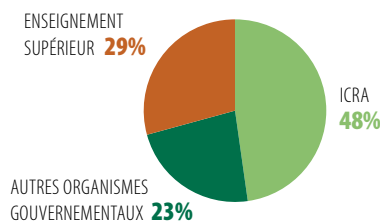
► Le principal organisme de R&D centrafricain, l'ICRA, est confronté à un grave défi en matière de ressources humaines. L'institut ne dispose pas d'une « masse critique » de chercheurs titulaires d'un doctorat/PhD et la plupart de ses chercheurs approchent l'âge de la retraite.

RESSOURCES FINANCIÈRES, 2011

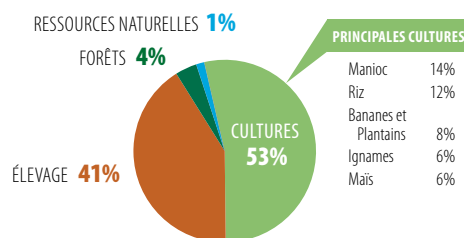
Répartition des dépenses	
Salaires	28%
Frais d'exploitation et coûts des programmes	24%
Immobilisations	48%
Sources de financements	
Gouvernement	50%
Bailleurs de fonds	24%
Vente de produits et de services	25%

Note : Seules les données de l'ICRA et de l'ANDE entrent en ligne de compte pour le calcul des pourcentages.

PROFIL INSTITUTIONNEL, 2011



ORIENTATION DE LA RECHERCHE, 2011

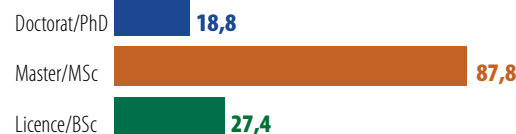


Notes : Les « principales » cultures sont celles pour lesquelles les chercheurs agronomes consacrent au moins 5% de leur temps. 55 % du total des chercheurs agricoles ont porté sur un large éventail d'autres cultures.

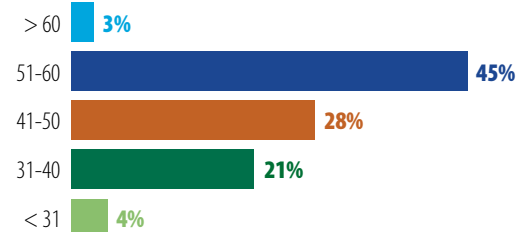
PROFIL DES CHERCHEURS, 2011



Effectif ÉTP par diplôme



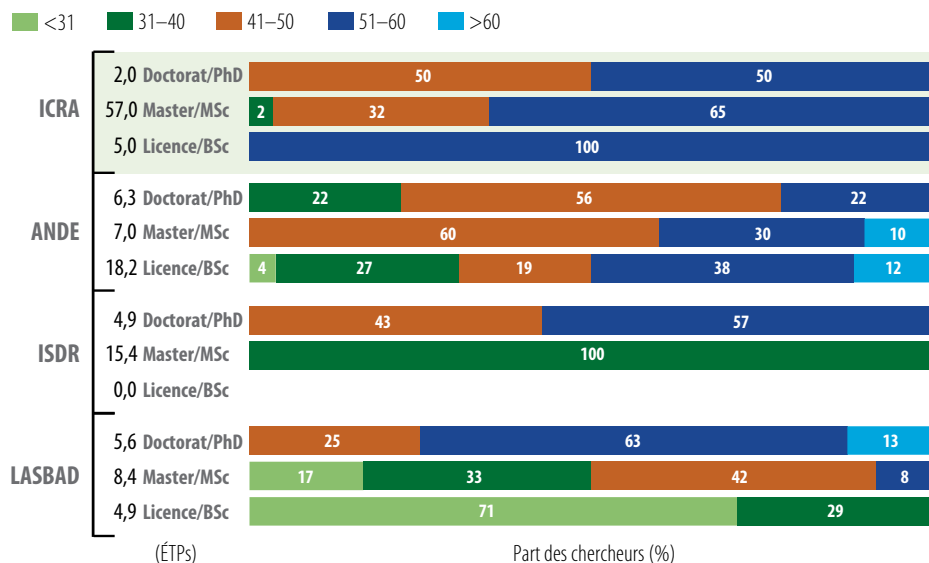
Répartition par tranche d'âge



► Les restrictions qui entravent le recrutement ont depuis longtemps déséquilibré la pyramide des âges des chercheurs de l'ICRA: l'Institut s'attend à voir partir à la retraite les deux tiers de ses chercheurs dans la décennie à venir. Par ailleurs, contrairement à d'autres pays d'Afrique occidentale et centrale, les chercheurs de l'ICRA n'ont pu bénéficier de bourses pour faire des études de 3^{ème} cycle, comme en témoigne l'effectif extrêmement faible des chercheurs titulaires d'un doctorat.

► Pour que la RCA puisse disposer d'un « effectif critique » de chercheurs agricoles hautement qualifiés, le Gouvernement doit immédiatement recruter et former de jeunes chercheurs, tout en assurant des fonds stables et suffisants pour couvrir des salaires adéquats et en créant des conditions de travail qui inciteront les jeunes à honorer leurs engagements à l'égard de l'ICRA sur le long terme. Une priorité absolue serait de réduire l'écart entre les salaires des scientifiques de la fonction publique et ceux des universitaires.

Répartition des chercheurs agricoles par tranche d'âge, en 2011



Par rapport aux autres organismes de R&D agricole de la RCA, les chercheurs de l'ICRA constituent de loin le groupe le plus âgé et le moins hautement qualifié. En 2011 (l'année des données disponibles les plus récentes), 42 des 64 chercheurs de l'ICRA avaient plus de 50 ans et seuls deux d'entre eux étaient titulaires d'un doctorat/PhD.

► MANQUE DE POSSIBILITÉS DE FORMATION POUR LES CHERCHEURS DE L'ICRA

À l'échelle des instituts nationaux de R&D de toute l'Afrique, les chercheurs de l'ICRA figurent parmi les moins hautement qualifiés. En 2011, l'Institut ne comptait que deux titulaires de doctorat. À l'heure actuelle, l'Université de Bangui n'offre aucune formation de 3^{ème} cycle en sciences agronomiques, de sorte que les chercheurs souhaitant faire de telles études n'ont d'autre choix que de se rendre à l'étranger. En outre, l'ICRA n'ayant pas d'enveloppe budgétaire pour la formation du personnel, les scientifiques qui décident de suivre une formation supérieure doivent le faire à leurs propres frais. De temps à autre, des fonds sont mis à disposition par le service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France ou par le Pôle régional de recherche appliquée au développement des systèmes agricoles d'Afrique centrale mais ces occasions sont rares. La plupart des chercheurs de l'ICRA ayant réussi à obtenir une bourse de formation au cours des dernières années font des études de 2^{ème} ou 3^{ème} cycle en Belgique, en France, aux États-Unis ou dans d'autres pays francophones ouest-et-centrafricains. Le fait que les scientifiques de l'ICRA gagnent nettement moins que leurs homologues employés par l'Université de Bangui ou par le secteur privé complique infiniment la tâche de l'ICRA de maintenir et motiver ses chercheurs, surtout ceux qui lui reviennent après avoir fait des études à l'étranger.

INDICATEURS CLÉS : COMPARAISONS ENTRE PAYS

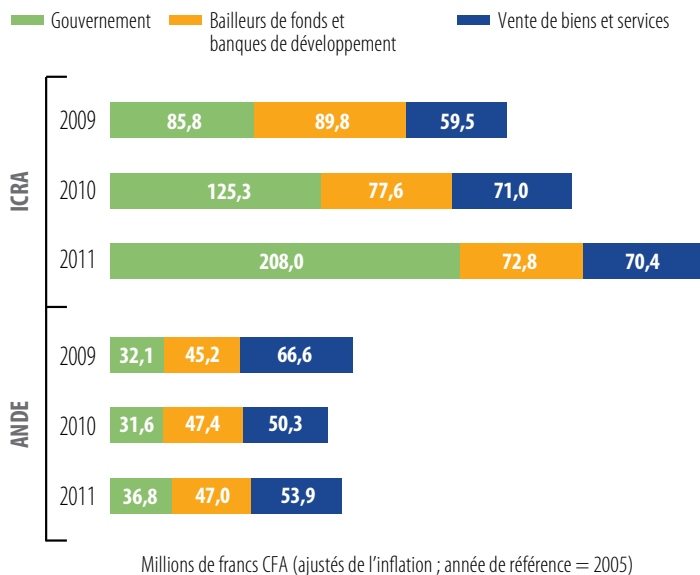
	Effectif total des chercheurs, 2011 (ÉTP)	Croissance de l'effectif, 2008-2011	Proportion des titulaires d'un doctorat, 2011 (ÉTP)
RCA	134,0	13% ↑	14%
Tchad	123,3	32% ↑	17%
Congo, Rép. Démocratique	423,9	25% ↑	13%
Congo, Rép.	104,0	-1% ^a ↓	31%

^a Dans le cas de la République du Congo, cette croissance se base sur les données relatives à la période 2008-2011.

► Le degré de sous-investissement dont souffre la R&D agricole en RCA est grave. En 2011, le pays n'investissait que 0,16 % du PIB agricole dans la R&D agricole, soit une infime partie du pourcentage minimum recommandé par le NEPAD et les Nations Unies (1 %). La réalisation de la R&D agricole est fortement entravée par l'imprévisibilité du financement de l'État, qui va de pair avec des contractions de l'aide au développement — les deux phénomènes étant provoqués par la ténacité de l'instabilité politique.

► Le gouvernement de la RCA a depuis peu élaboré un plan visant le rétablissement durable de la recherche agricole, avec un coût total estimé à plus de 2 milliards de francs CFA. Ce plan a pour objectifs prioritaires de renforcer la capacité institutionnelle de l'ICRA, de renforcer les partenariats entre les diverses parties prenantes de la recherche agricole et d'intensifier les collaborations régionales. Les troubles politiques ont toutefois retardé la mise en œuvre du plan.

Les sources de financement de l'ICRA et de l'ANDE, 2009–2011



Note : les données tiennent compte du fait que les chercheurs de l'ANDE ne consacrent que 70 % de leur temps à la R&D.

De 2009 à 2011, l'État fournit, en moyenne, 41 % du financement total de l'ICRA et de l'ANDE ; la part des bailleurs de fond s'éleva à 30 % et celle des revenus propres générés par la vente de biens et de services était de 29 %. En 2010 et 2011, l'État doubla presque sa subvention à l'ICRA, mais la reprise des troubles civils en décembre 2012 entraîna une nouvelle réduction.

► L'INSTABILITÉ POLITIQUE À L'ORIGINE DES CHOCS DE FINANCEMENT

L'histoire récente de la RCA a été marquée par de nombreuses crises politiques et militaires, qui ont eu des effets dévastateurs sur le secteur agricole et les institutions de R&D agricole centrafricains. Lors des crises politiques de 2003 et de 2013, l'ICRA fut la cible d'actes répétés de vandalisme, de pillage et de destruction. De même, l'ANDE s'est fait voler une grande partie de son cheptel.

L'instabilité politique de la RCA a découragé les bailleurs de fonds d'investir dans la R&D agricole. En effet, si auparavant la RCA bénéficiait du Programme d'appui aux institutions agricoles de la Banque mondiale, la suspension, en 1998, de l'aide de la Banque mondiale et de l'Union européenne provoqua un exode de scientifiques fort compétents et marqua, pour l'ICRA, le début d'une décennie de difficultés financières. La situation s'améliora vers 2009 lorsque la Banque mondiale renouvela ses financements et que les engagements financiers du Gouvernement se multiplièrent. Au cours de la période 2009–2012, les principaux bailleurs de fonds de l'ICRA étaient la Banque mondiale, AfricaRice, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque africaine de développement, l'Union européenne et le Centre africain de recherches sur bananiers et plantains. La récente résurgence de l'instabilité politique a cependant entraîné une nouvelle chute des financements accordés dans le cadre de la coopération au développement.

À l'ICRA comme à l'ANDE, le caractère aléatoire et irrégulier des recettes représentant les contributions des bailleurs de fonds a entraîné la nécessité d'augmenter considérablement la part des revenus propres, tirés de la vente de biens et de services. Ainsi l'ICRA génère d'importantes ressources en vendant des semences de manioc, riz, maïs, arachide et banane ; en dispensant des formations et en effectuant des recherches pour le compte du secteur privé. Quant à l'ANDE, elle produit et vend des aliments pour volailles et, sur demande, elle livre toute une gamme de services.

INDICATEURS CLÉS : COMPARAISONS ENTRE PAYS (suite)

	Dépenses totales, 2011 (dollars PPA 2005, millions)	Augmentation globale des dépenses, 2008–2011	Part des dépenses dans le PIB agricole, 2011
RCA	2,7	41%	0,16%
Tchad	13,0	9%	0,90%
Congo, Rép. Démocratique	16,2	76%	0,17%
Congo, Rép.	5,1	-10% ^b	0,94%

^b Dans le cas de la République du Congo, cette croissance se base sur les données relatives à la période 2008–2011.

LES ORGANISMES AGRICOLES DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

La RCA compte quatre organismes effectuant de la R&D agricole. Deux organismes publics, l'ICRA et l'ANDE, relèvent du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural et concentrent leurs efforts sur, respectivement, les cultures et l'élevage. Le siège de l'ICRA (qui employa 64 chercheurs ÉTP en 2011) se trouve à Bangui. Ses départements ciblent une diversité de thèmes de recherche : foresterie, savane, recherches agropastorales, biotechnologies et services d'appui à la recherche. L'ANDE (31 ÉTP) conduit des recherches zootechniques et vétérinaires, principalement liées aux bovins. En vertu de leur mandat, le LASBAD (19 ÉTP) et l'ISDR (20 ÉTP) – qui relèvent de l'Université de Bangui – consacrent une partie considérable de leur temps à la conduite de recherches mais ils ne disposent pas de l'infrastructure nécessaire pour mener des recherches sur le terrain. L'ISDR a pour objet principal les recherches liées à la foresterie, au manioc et à l'élevage, et le LASBAD se concentre en premier lieu sur l'aviculture et une variété de cultures.

4 ORGANISMES



Gouvernement

2



Enseignement supérieur

2



Consultez le site web www.asti.cgiar.org/fr/car, pour voir la liste complète des organismes inclus dans l'analyse de la série de données pour la RCA.

GESTION DES DONNÉES ASTI : MÉTHODES ET PROCÉDURES

- ▶ La plupart des **données sous-tendant cette fiche** ont été obtenues de première main par la tenue d'enquêtes ; d'autres ont été puisées à sources secondaires ou bien sont le fruit d'estimations.
- ▶ La **recherche agricole publique** englobe les recherches effectuées au sein d'organismes gouvernementaux et d'enseignement supérieur, de même que par des institutions à but non lucratif.
- ▶ Pour le calcul des données afférentes aux ressources humaines et financières, ASTI applique le concept **équivalent temps plein (ÉTP)** qui considère le pourcentage du temps de travail que les scientifiques consacrent aux activités de recherche, ce par rapport à leurs autres tâches.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale et en dollars dits « **parité de pouvoir d'achat** » (PPA), 2005 étant l'année de référence dans les deux cas. Les taux PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des monnaies que ne le font les taux de change courants puisqu'ils comparent les prix d'un ensemble assez diversifié de biens et services échangés sur les marchés locaux – plutôt qu'internationaux.
- ▶ S'agissant du secteur de **l'enseignement supérieur**, l'équipe ASTI procède à des **estimations des dépenses** de recherche puisque celles-ci ne peuvent être séparées des autres dépenses.
- ▶ En raison de **l'arrondissement des nombres décimaux**, il peut arriver que la somme des pourcentages dépasse les 100 %.



Vous trouverez de plus amples détails sur la méthodologie ASTI sur la page web www.asti.cgiar.org/fr/methode-et-procedures. Une information complémentaire concernant la R&D agricole en RCA est présentée à la page <http://www.asti.cgiar.org/fr/car>.

SIGLES ET ACRONYMES

ANDE	Agence nationale pour le développement de l'élevage
ÉTP	Équivalent temps plein (chercheurs)
ICRA	Institut centrafricain de recherche agronomique
ISDR	Institut supérieur de développement rural
LASBAD	Laboratoire des sciences biologiques et agronomiques pour le développement
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
PIBA	Produit intérieur brut agricole
PPA	Parité de pouvoir d'achat (taux d'échange)
RCA	République centrafricaine

QUI SOMMES-NOUS ?

De par ses nombreuses collaborations avec des organismes de R&D nationaux et régionaux ainsi qu'avec des institutions internationales, **le programme sur les indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles (ASTI)** constitue une source exhaustive et fiable d'informations sur les systèmes R&D agricole du monde en développement. Il est géré par **l'Institut international de recherches sur les politiques alimentaires (IFPRI)**, qui – en tant que membre du CGIAR – contribue à la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté dans le monde en élaborant des solutions politiques solidement étayées et durables. Relevant du ministère de l'Agriculture, **l'Institut centrafricain de recherche agronomique (ICRA)** qui relève du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural est le principal organisme effectuant de la recherche agronomique en République centrafricaine ; ses recherches portent principalement sur l'agronomie et la sylviculture.

Le programme ASTI/IFPRI et l'ICRA tiennent à remercier chaleureusement les organismes de R&D qui ont participé à l'exercice de collecte des données et contribué à l'élaboration de la présente fiche d'information. L'équipe ASTI remercie également la Fondation Bill et Melinda Gates pour les contributions généreuses dont elle appuie ses activités en Afrique subsaharienne. Rédigée en tant que produit du programme ASTI, cette fiche n'a pas été soumise à une évaluation par des pairs ; les points de vue exprimés sont ceux des auteurs : ils ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de l'IFPRI ou de l'ICRA.

Copyright © 2014 Institut international de recherches sur les politiques et Institut centrafricain de recherche agronomique. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI et ICRA). Veuillez contacter l'IFPRI à l'adresse ifpricopyright@cgiar.org si vous souhaitez rééditer le texte intégral.